Les congrégations enseignantes françaises au Mexique (1840-1940). Politiques religieuses, politiques de laïcisation et enjeux internationaux

Camille Foulard
IIH-UNAM/CEMCA Mexico
Camillefoulard@gmail.com

Revue électronique *Nuevo Mundo/Mundos Nuevos*, mars 2009,
http://nuevomundo.revues.org/index55674.html

La présence problématique des congrégations enseignantes françaises au Mexique entre 1840 et 1940 – phénomène peu connu de l'historiographie – ne laisse pas de surprendre. Généralement parties à la faveur du grand élan missionnaire qui caractérise alors la France du XIXe siècle, les communautés religieuses se donnent pour mission de participer à la réorganisation d'une Église latino-américaine en complète recomposition après le séisme politique qu'a représenté la promulgation des Indépendances sur le continent. Toutefois, le parcours des congrégations enseignantes françaises au Mexique ne relève pas seulement de la simple histoire religieuse et missionnaire. La complexité des enjeux politiques qui préside au développement de l'apostolat congréganiste français dans le territoire mexicain met bien plutôt en scène une histoire croisée convoquant des acteurs aux intérêts en parfaite contradiction alors même que les contextes nationaux tant français que mexicain favorisent une exacerbation des tensions jusqu'au milieu du XXe siècle.

congrégations enseignantes, laïcisation, Mexique, relations internationales, politique culturelle

The problematic presence of the French teaching congregations in Mexico between 1840 and 1940 – a phenomenon neglected by the historiography - remains puzzling. These monastic communities generally left France in the context of the important missionary impulse which characterized 19th Century. Their aim was to participate in the reorganization of a Latin American Church in complete reorganization after the political earthquake that the promulgation of the Independences on the continent represented. However, the route of the French teaching congregations in Mexico is not just part of the mere religious or missionary history. The complexity of the political stakes which preside over the development of the French apostolate in the Mexican territory stages rather an intertwined history convening actors with perfectly contradictory interests, even when the two national contexts, French and Mexican, facilitated an exacerbation of the tensions until the middle of the XXth century.

teaching congregations, secularisation, Mexico, international relations, cultural policy

La presencia problemática de las congregaciones francesas de enseñanza en México entre 1840 y 1940 – fenómeno poco conocido de la historiografía – no deja de sorprender. La mayoría de ellas se fueron a favor del movimiento misionero que caracterizó Francia durante el siglo XIX. En este entonces, las congregaciones participaron a la reorganización de la Iglesia latinoamericana en total recomposición después del seísmo político que representó la promulgación de las Independencias en el continente. Sin embargo, las peripecias de las congregaciones francesas de enseñanza en México no dependen solamente de la historia religiosa y misionera. La complejidad política que preside al desarrollo del apostolado congreganista francés en México pone en escena una historia cruzada que convoca actores con interés contradictorios en contextos nacionales francés y mexicano que favorecen la exacerbación de las tensiones hasta la segunda mitad del siglo XX.

congregaciones de enseñanza, secularización, México, relaciones internacionales, política cultural

En guise d'introduction

Au XVIe siècle[1], la Réforme protestante qui voit le jour en Occident fait émerger une vision du monde en parfait désaccord avec celle de l'Église catholique, conteste son autorité et entame une rupture dont les conséquences ne concernent pas seulement le christianisme mais l'Europe toute entière. Le projet protestant est violemment rejeté par la papauté qui, pour s'y opposer, procède à une recentralisation de l'Église occidentale sur Rome, à une réforme radicale du clergé et à l'encouragement à la spiritualité renaissante. La centralisation romaine, en particulier, donne une remarquable cohésion au catholicisme en faisant échapper progressivement les Églises locales de la tutelle du pouvoir séculier, en assurant l'unité des fidèles et en impulsant l'élan missionnaire. Les congrégations religieuses, qui naissent en Italie et en France à cette époque, deviennent l'une des chevilles ouvrières de ce grand mouvement de régénération chrétienne. Elles se créent sur le modèle des sociétés de prêtres inspirées par l'école de française de spiritualité bérullienne ou par le courant saint-ignacien et ont d'abord un caractère essentiellement presbytéral et missionnaire, se consacrant au ministère paroissial, à l'enseignement, à la formation des futurs prêtres et à la mission à l'étranger. Des branches féminines sont également créées pour accompagner les activités masculines. La congrégation des Filles de la Charité est par exemple fondée par Saint-Vincent-de-Paul pour prendre en charge les œuvres de bienfaisance et d'éducation aux côtés des Lazaristes. Nées de l'esprit de la Contre-Réforme, les congrégations se caractérisent par une organisation beaucoup plus exigeante que celle des confréries et se donnent pour modèle la vie communautaire des ordres religieux sans pour autant émettre de vœux. Elles développent un mode de vie au cœur du monde mais austère, privilégient les réseaux de fraternité et le sacerdoce universel. Nombre d'entre elles se spécialisent dans l'enseignement, conçu non comme une action éducative en tant que telle mais comme la conséquence de leur engagement religieux. L'éducation n'est pas un métier mais un apostolat. L'Institut lassalien, fondé par Saint Jean-Baptiste de la Salle en 1686 tout comme la Société des Pères de Marie, créée par Marcelin Champagnat en 1816 puis subdivisée l'année suivante en deux communautés distinctes avec la naissance de l'Institut des Petits Frères de Marie, font partie des congrégations enseignantes qui, à quelques siècles d'intervalle, se donnent pour objectif de se consacrer à la diffusion de l'enseignement primaire dans les villes et les campagnes. Elles naissent de la préoccupation de leurs fondateurs de réduire le hiatus grandissant entre l'idéal religieux et le monde profane en utilisant l'éducation des jeunes comme moyen privilégié pour favoriser l'édification de la chrétienté. En ce sens, les congrégations enseignantes sont d'emblée porteuses d'utopie puisqu'elles présument d'une société parfaite à laquelle elles travaillent. Elles doivent néanmoins bâtir pour cela une pédagogie qui puisse répondre aux évolutions des classes sociales qu'elles instruisent, étant elles-mêmes intégrées dans « le triangle composé par l'Église, l'État et la Société.»

L'expérience de la Révolution française joue également un rôle fondamental dans la construction d'une théologie passéiste refusant la Réforme, les Lumières et les acquis révolutionnaires. Cette crispation autour de l'évolution contemporaine des sociétés européennes émane d'abord de la papauté qui, par la condamnation de la quatre-vingtième proposition du Syllabus en 1864, lui oppose une ligne de conduite intransigeante. Dans les premières décennies du XIXe siècle, l'heure est à l'esprit de conspiration et de résistance au sein d'une Église craignant que son système ne soit totalement remis en cause. En France, l'interdiction des ordres religieux pendant la période révolutionnaire favorise paradoxalement la montée en puissance des congrégations religieuses qui échappent aux nouvelles restrictions.

[1] Extraits des pages 5 et 8-13 de l'introduction générale de la thèse.

Pour la plupart d'entre elles, le modèle jésuite est fortement valorisé car il représente la figure du prêtre savant, zélé, missionnaire, parcourant le monde au nom de la gloire de dieu et s'opposant au despote laïque qui cherche à réduire l'Église à un espace circonscrit par lui. Chaque communauté religieuse se spécialise dans un secteur particulier afin de répondre de manière complémentaire aux besoins différenciés de la société. Ainsi, les Frères Maristes privilégient par exemple l'apostolat éducatif dans les campagnes alors qu'à l'origine, les Frères des Écoles Chrétiennes préfèrent plutôt installer leurs œuvres en milieu urbain. Dans la première moitié du XIXe siècle, les écoles congréganistes fonctionnent souvent sur le mode de la clandestinité pour échapper à la tentative de l'Université de contrôler l'enseignement. Auxiliaires des écoles paroissiales, elles font cependant rapidement apparaître les manques du clergé dans le domaine de l'éducation, induisant même une concurrence. Elles introduisent également un niveau supplémentaire à l'organisation traditionnelle de l'Église fonctionnant jusque-là essentiellement sur le mode clergé/laïcs. Désormais, les congréganistes font figure de corps intermédiaire, n'ayant généralement pas reçu l'ordination mais se caractérisant par un engagement à vie fondé sur la compétence et la motivation. Si le mode de vie congréganiste est encouragé par le Saint-Siège qui voit dans les communautés religieuses de véritables auxiliaires au service des ordres enseignants missionnaires, il pose cependant le problème de la source d'autorité au sein de l'Église, les congréganistes échappant en partie au contrôle de la hiérarchie ecclésiastique. Les congrégations enseignantes se trouvent par ailleurs dans une contradiction inhérente à leur statut. La forme que prend leur mode de vie peut sembler novateur à bien des égards au sein de l'organisation hiérarchique de l'Église mais leurs principes n'en restent pas moins conservateurs. Il s'agit, en effet, de donner aux enfants les moyens de s'émanciper de leur condition grâce à l'apprentissage. Cependant, ce projet éducatif a bien pour ultime ambition d'apprendre aux futurs adultes le respect des hiérarchies constituées aussi bien dans la société que dans l'Église. Toutefois, l'originalité de la pédagogie congréganiste n'échappe pas aux législateurs républicains, qui, même s'ils s'en défendent, le copient pour imposer à leur tour le modèle laïcisé des « hussards noirs de la République ».

Les congrégations enseignantes ne constituent pas un ensemble homogène, fortement défini, mais plutôt une nébuleuse de sociétés ayant pour trait commun la poursuite d'une fin apostolique propre au moyen d'une vie fraternelle communautaire tournée vers la perfection de la charité et le respect des règles de leur constitution. La diversité de leurs statuts - de droit diocésain ou de droit pontifical - de leurs tailles - locale ou de stature internationale, de leurs apostolats - plus ou moins diversifiés - ne permet pas de rendre compte d'un corps uniforme mais plutôt d'un réseau informel de communautés œuvrant dans tous les secteurs de la société. Toutefois, les plus importantes ne se contentent pas d'une activité missionnaire dans les régions françaises les plus enclavées mais expatrient rapidement certains de leurs membres à l'étranger. Au XIXe siècle, les communautés religieuses françaises se caractérisent par un formidable élan missionnaire en partie lié à l'important mouvement d'expansion congréganiste en métropole. Cet essor est d'abord commandé par le Saint-Siège qui les considère comme d'excellents instruments de diffusion du catholicisme à l'échelle mondiale, à un moment où la poussée laïque en Europe cherche à ébranler l'influence de l'Église sur la société. Dans une moindre mesure, les missions accompagnent également l'expansion impérialiste française, l'implantation dans les régions de colonies ou de protectorats comme le Moyen-Orient étant privilégiée par les supérieurs d'Instituts qui profitent de la présence hexagonale. Toutefois, ce choix n'est pas exclusif et la plupart des régions du monde sont concernées par l'implantation congréganiste française. L'Amérique latine bénéficie d'une attention particulière car si elle n'est plus une terre d'évangélisation - la présence catholique y étant contemporaine de la conquête - l'Église y est fortement malmenée depuis la remise en

cause du régime du Patronat qui avait régi jusqu'à l'Indépendance ses relations avec la Couronne espagnole. L'implantation congréganiste française concerne en premier lieu le Cône Sud et notamment le Chili, l'Argentine, la Colombie ou le Brésil. En Amérique méridionale, les Filles de la Charité s'installent au Mexique dès 1844 pour prendre en charge l'éducation de l'élite urbaine et la bienfaisance. Elles sont suivies quelques années plus tard par des Pères de la Mission, branche masculine de leur congrégation, venus promouvoir la formation sacerdotale et la prédication. Ce type d'implantations missionnaires répond alors au dessein de la papauté qui entend développer l'éducation catholique latino-américaine par le biais des congrégations étrangères et françaises en particulier.

À la différence d'autres pays latino-américains, le Mexique reste cependant longtemps tenu à l'écart des stratégies de mission de la plupart des congrégations françaises à cause d'une situation politique peu propice au développement de leurs œuvres. Après la déclaration de l'Indépendance mexicaine en 1821, le pays entre dans une phase pluri-décennale de guerre civile ruinant la stabilité des régimes politiques successifs et menaçant à bien des reprises l'intégrité vacillante de la Nation. Le problème de la relation que doit entretenir le nouvel État indépendant avec l'Église se pose dorénavant de manière cruciale car pour les partisans de la rupture avec l'ancien système colonial, un terme définitif doit être mis à son ingérence traditionnelle dans les affaires d'État. La promulgation d'une Constitution anticléricale en 1857 opère un tournant institutionnel dans les relations déjà conflictuelles depuis près d'un quart de siècle entre les deux instances. Les nombreux décrets ultérieurs qui viennent encore limiter les prérogatives de l'Église montrent la volonté des nouveaux gouvernants libéraux de soumettre l'institution catholique au pouvoir de l'autorité civile et aboutissent finalement à l'institutionnalisation du régime de séparation. De même, la question de l'éducation devient bientôt l'objet d'un des contentieux les plus violents entre l'Église et l'État. Ce dernier revendique, en effet, un droit hégémonique dans ce domaine car l'école a bien selon lui pour finalité de former les citoyens qui constitueront la nation future. Or, l'Église refuse la thèse laïque faisant de l'école un lieu consacré uniquement à l'instruction, lui opposant le rôle éducatif qui lui échoit. Pour la papauté, l'instruction ne représente qu'un élément particulier de la formation chrétienne alors que l'instruction religieuse représente un enjeu fondamental. L'Église a donc le devoir d'aider les jeunes baptisés à recevoir une bonne éducation chrétienne et possède pour cela le droit d'ouvrir elle-même ses écoles. Dans ce contexte conflictuel, les supérieurs d'instituts religieux français hésitent à envoyer leurs subordonnés au Mexique pour leur éviter toute prise de risque inutile.

La réaction du Saint-Siège face à la tourmente anti-congréganiste française: l'opposition de deux idéologies éducatives

Pour mener à bien le combat[2] en vue de la lente émergence d'un État-Nation unifié, les libéraux mexicains se réfèrent essentiellement au modèle français issu des Lumières mais choisissent une mise en pratique différente. La Constitution anticléricale de 1857 ainsi que l'ensemble des lois promulguées dans les deux décennies suivantes ont pour finalité de mettre fin aux privilèges de l'Église catholique en imposant la séparation des deux instances spirituelle et temporelle et en accélérant la laïcisation de la société. Toutefois, l'État n'a pas les moyens de ses ambitions et, en dépit de quelques épisodes de violence sous le gouvernement de Lerdo de Tejada, les libéraux doivent se résoudre à une attitude consensuelle avec l'Église s'ils ne veulent pas voir le pays replonger à nouveau dans les affres

[2] Extrait du point 2.1 du chapitre 2, p. 87-88 de la thèse.

de la guerre civile. Durant le régime de Porfirio Díaz, la Constitution n'est pas remise en cause, mais son application reste fictive et l'Église connaît une période de grande tolérance qui lui laisse toute latitude pour reconstruire des bases ébranlées par les années de conflit. Les congrégations françaises jouent un rôle déterminant dans l'organisation de ce dispositif car elles ont pour mission de participer au développement du secteur éducatif et charitable. Les premières communautés religieuses installées au Mexique appartiennent aux grandes congrégations missionnaires internationalisées dès la seconde moitié du XIXe siècle et prennent essentiellement en charge la bienfaisance au service des plus pauvres, l'éducation de l'élite urbaine ou encore la prédication. Toutefois, en dépit de la modération gouvernementale, l'anticléricalisme affiché du régime porfirien et le maintien en vigueur du texte constitutionnel fait du Mexique une terre de mission peu plébiscitée par les supérieurs d'instituts soucieux d'assurer un minimum de sécurité aux missionnaires en partance. La question de l'éducation devient également un enjeu d'importance pour Porfirio Díaz et laisse présager des difficultés à venir pour les congrégations enseignantes. À la fin du XIXe siècle, l'évolution des situations française et mexicaine partagent des caractéristiques communes même si leurs héritages politiques respectifs les opposent. La France fait de l'accélération du processus de laïcisation de l'éducation l'un des éléments fondateurs de l'identification nationale à un moment où l'assise légitime de l'État-Nation moderne n'est pas encore totalement acquise. Après les conséquences de la défaite de 1870 et face à la mise en question du nouveau régime par ses opposants, les gouvernants républicains font de la question scolaire un enjeu fondamental de leur légitimation politique. Les années 1880 sont alors marquées par une importante législation visant à laïciser définitivement l'école. Jules Ferry, Ferdinand Buisson et Paul Bert ont pour projet commun de « républicaniser la République » afin d'assurer sa pérennité. L'école est, à leurs yeux, l'instrument privilégié de la mise en place de cette politique car, grâce au développement de programmes communs à tous, elle doit permettre d'unir et d'émanciper des générations entières d'enfants français nourris des mêmes idéaux. Forte de ce soutien, la République ne relèverait alors plus seulement d'un parti mais bien d'un gouvernement légitime et légitimé. L'importance que revêt « la triple étoile de la gratuité, de l'obligation et de la laïcité » pour Jules Ferry est à la mesure des attentes républicaines en matière d'instruction et s'inscrit en contrepoint des principes congréganistes. Au-delà du simple problème de la légitimation du système républicain, la querelle scolaire renvoie à l'affrontement de deux systèmes antinomiques de pensée et de compréhension de la réalité qui se radicalise dans les premières années du régime de la IIIe République. L'anticléricalisme façonnant les idées républicaines s'accommode mal de la conception chrétienne de la liberté faisant de la morale religieuse l'unique référence pour l'exercice de la conscience. Face à la prétention totalisante de l'Église, les républicains lui opposent une autre utopie, celle du positivisme, fondée sur le triomphe de la science et de l'avènement de l'État laïc. À l'inverse, les défenseurs du cléricalisme voient dans l'interdiction d'enseigner la religion à l'école une atteinte à la liberté. De nombreux catholiques conçoivent l'éducation religieuse comme une garantie de la conservation de la moralité dans la société tout entière et considèrent que l'école laïque ne pourra qu'engendrer une véritable dépravation des générations futures. De plus, la distinction drastique opérée par les Républicains entre connaissance et croyance fortifie un mouvement déjà largement marqué par l'anti-intellectualisme au sein de l'Église. Le rationalisme devient alors l'apanage de l'adversaire et les catholiques les plus radicaux remettent en cause la difficile conciliation entre foi et raison en lui opposant la force du mysticisme.

La volonté républicaine de mettre un terme à la présence congréganiste sur le territoire français se traduit néanmoins par un paradoxe. Elle engage l'un des plus vastes mouvements d'expatriation religieuse, participant ainsi à la diffusion congréganiste française sur

l'ensemble des continents. L'importance de ce phénomène et l'intérêt qu'il comporte sont d'ailleurs rapidement compris par les Républicains qui voient dans l'activité congréganiste à l'étranger un formidable vecteur de diffusion culturelle française, non seulement dans les colonies ou les protectorats, mais à l'échelle mondiale. Longtemps, les gouvernements successifs opèrent une différenciation nette entre politique intérieure et étrangère, pour ne pas perdre de vue la défense de leurs prérogatives impérialistes hors de France.

Les religieux français face à la révolution mexicaine et la guerre européenne: un nouveau temps de passion?

Les communautés religieuses françaises installées au Mexique[3] après leur expulsion de France bénéficient d'abord de la tolérance du régime de Porfirio Díaz pour développer leurs activités éducatives. À la veille de la Révolution, les œuvres françaises ont une place de choix dans le paysage de l'éducation privée au Mexique. Néanmoins, en 1910, les premiers troubles révolutionnaires viennent mettre brutalement un terme à leur expansion. Quatre ans plus tard, au plus fort de la guerre civile, les religieux se voient à nouveau contraints à l'exil pour échapper à l'ire des révolutionnaires anticléricaux. Les expulsions, qui ne touchent pas seulement les communautés religieuses françaises mais concernent le clergé mexicain dans son ensemble, favorisent la réorganisation des réseaux catholiques dans les pays limitrophes du Mexique que sont Cuba et les États-Unis. La jeune Église nord-américaine, surtout, joue un rôle déterminant dans l'accueil des religieux exilés ainsi que la constitution de liens solidaires entre les différentes communautés et le clergé, afin de mener des actions stratégiques contre le gouvernement Révolutionnaire. Toutefois, les activités congréganistes françaises ne sont pas seulement affectées par la Révolution mexicaine : la Grande Guerre qui éclate en août 1914 oblige les congréganistes masculins en âge de se battre à retraverser l'Atlantique en direction du front. Enfin, l'annonce du décès de Pie X (1835-1914) survient au moment où la tempête guerrière s'abat sur l'Europe. Cette conjoncture extrêmement défavorable aux congréganistes français aurait pu signer la mort définitive de leurs œuvres éducatives sur le territoire mexicain. Or, il n'en est rien. Forts de leurs assises nord-américaines et cubaines, les religieux redéploient leurs activités dans la République mexicaine dès les premiers signes d'accalmie, en 1915. La réforme de l'article 3 de la nouvelle Constitution signée en 1917 aurait pu, là encore, handicaper sérieusement la remise en route des œuvres françaises dans la mesure où il rend obligatoire l'éducation laïque aussi bien dans les écoles publiques que privées. Néanmoins, les aménagements possibles de la loi et la modération du gouvernement Álvaro Obregón (1880-1928) envers l'Église laissent toute latitude aux congrégations pour rouvrir les portes de leurs établissements scolaires et consolider leur renommée auprès des classes moyennes catholiques des grands centres urbains. À une autre échelle, la nouvelle donne internationale – après la signature du traité de Versailles – influence favorablement le nouvel essor des œuvres éducatives congréganistes françaises au Mexique. Dans l'Hexagone, d'abord, la participation indifférenciée des catholiques et des anticléricaux aux combats dans les tranchées a marqué une étape décisive dans la réconciliation de deux France déchirées. Après 1918, le gouvernement français, vainqueur mais ruiné, cherche à se constituer de nouveaux alliés qui pourraient jouer en sa faveur dans les temps troublés que traverse désormais l'Europe. Le développement de la francophilie devient le fer-de-lance d'une politique culturelle étrangère offensive de la part d'un pays terriblement affaibli. Dans ce contexte, le soutien des œuvres éducatives congréganistes à l'étranger pour maintenir l'influence française va de soi car elles ont le

[3] Extrait de l'introduction du chapitre 5, p. 219-220 de la thèse.

double avantage d'être efficaces et peu onéreuses. À partir de 1922, la nomination du nouveau pape Pie XI (1857-1939) signe le durcissement des positions vaticanes vis-à-vis du régime Révolutionnaire mexicain. Le conflit ouvert amorcé entre l'Église et l'État au Mexique n'a pas pris fin avec l'arrêt des combats. Les épisodes d'affrontements entre les deux instances marquent intensément l'histoire mexicaine jusqu'au début des années 1940. Dans un premier temps, les laïcs catholiques sont vivement enjoints par la papauté à organiser, sous le contrôle étroit de la hiérarchie ecclésiastique, une résistance de longue haleine. Dans cette situation, les collèges religieux français deviennent bientôt des hauts lieux de la diffusion de la culture française et de la résistance contre la virulence de l'anti-catholicisme.

1925-1940: La crise éducativo-religieuse et ses implications internationales

En 1917[4], la promulgation d'une Constitution contribuant à accentuer le processus de laïcisation commencé en 1857 pouvait laisser croire à une période de radicalisation du conflit avec l'Église au Mexique. Cependant, il n'en est rien car jusqu'en 1925, les gouvernements successifs doivent faire face à une situation intérieure difficile à cause des dégâts provoqués par la guerre civile. De plus, la pression des États-Unis est constante afin de protéger au mieux leurs intérêts économiques dans le pays. Les gouvernements révolutionnaires, et celui d'Obregón en particulier, font le choix d'un statu quo vis-à-vis de l'Église ressemblant étrangement à la Pax porfiriana. En matière d'éducation, l'État n'a pas non plus les moyens de mettre en œuvre les objectifs qu'il s'est fixés et les écoles catholiques, peu inquiétées, poursuivent leurs activités.

L'Église connaît, quant à elle, une phase de restructuration importante et de réorganisation de ses forces après les années difficiles de la guerre civile. La hiérarchie ecclésiastique concentre tous ses efforts sur la canalisation des forces laïques en pleine ébullition qui auraient tendance à outrepasser les cadres stricts de la ligne d'action définie par le Saint-Siège. Les écoles congréganistes françaises, qui se situent à la jonction des deux instances religieuse et laïque, deviennent d'ailleurs des lieux privilégiés de recrutement pour les mouvements militants de jeunesse alors en pleine expansion. À ce titre, les congrégations françaises oeuvrent bien au dessein de l'Église mexicaine qui fait de la lutte contre les dispositions anticléricales gouvernementales sa priorité. Elles sont soutenues dans leur action par le gouvernement français qui voit désormais dans la diffusion d'une francophilie élitiste le meilleur moyen de s'assurer des alliés à peu de frais. La conquête culturelle que s'assigne la France au Mexique, comme partout en Amérique latine, n'est pas nouvelle : elle reprend les grandes lignes de la politique qu'elle avait menée dans l'Empire Ottoman et en Extrême-Orient à la fin du XIXe siècle. Cependant, elle doit désormais prendre en considération la nouvelle donne internationale qui fait de l'influence culturelle un enjeu fortement concurrentiel. En utilisant les congrégations religieuses comme instrument de diffusion de la langue française, la France fait jouer son double héritage libéral et catholique. Cette situation est renforcée par les milieux d'ambassade qui, en raison de leur inclination personnelle, ont tendance à favoriser ce dernier. Les valeurs transmises dans ces écoles relèvent donc de l'excellence française mais aussi du projet plus vaste de l'édification chrétienne. Dans ce contexte, l'accent mis sur la pratique sportive représente bien entendu un intérêt et une adaptation aux avancées pédagogiques de la part de congréganistes en perpétuelle quête de justification de leurs méthodes et de promotion de leurs établissements. Il représente bien plus sûrement encore une véritable démonstration de la cohésion acquise au sein de ces groupes et

[4] Extrait de l'introduction du chapitre 7, p. 339-343 de la thèse.

laisse présager de la force d'action que détient l'Église lorsqu'il s'agira de lutter ouvertement contre le gouvernement mexicain.

L'investiture de Calles comme nouveau président de la République mexicaine en 1924 fait entrer le pays dans une nouvelle étape post-révolutionnaire. Les luttes factionnelles étant en partie surmontées, il s'agit désormais d'accélérer la centralisation de l'État pour asseoir la légitimité du pouvoir politique en annihilant définitivement toutes les forces centrifuges pouvant contrecarrer le projet présidentiel. Le conflit avec l'Église qui caractérise toute la période a bien pour enjeu la substitution du pouvoir spirituel par le pouvoir temporel dans des domaines revendiqués par les deux instances. Dans ce contexte, la crise scolaire, qui représente l'un des principaux aspects de la lutte contre l'influence l'Église au Mexique, devient centrale au fur et à mesure que s'accroissent les tensions. Les congrégations françaises, dont l'activité éducative est connue de tous, sont fortement prises à partie dans la mesure où elles représentent une double force cosmopolite - française et romaine – et remettent en cause l'effort d'élaboration de l'identité nationale voulu par les autorités civiles. Certaines réformes les visent d'ailleurs directement et, en dépit d'une grande résistance, elles ne peuvent que déplorer le démantèlement d'une grande partie de leurs œuvres à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Pendant toute la période, les religieux français ont pourtant bénéficié du soutien du gouvernement français qui n'a pas ménagé ses efforts pour poursuivre sa politique de diffusion culturelle, faisant fi de la nature anticléricale de la Révolution mexicaine. Le recul enregistré par les congrégations françaises au Mexique s'explique surtout par les dimensions internationales que prend le conflit religieux et l'inflexibilité des directives du Saint-Siège à leur égard.

Lors de son arrivée au pouvoir, Calles se donne en effet bien pour objectif d'annihiler le pouvoir de l'Église catholique au Mexique afin de lui substituer un système laïc cohérent, homogène et national. La Christiade et la crise scolaire de 1934 marquent les deux grands moments d'une période de tensions continuelles entre les deux instances. L'œuvre des congrégations françaises survit difficilement à ces années de guerre des deux Glaives d'autant que nombre de réformes la concernent directement. Dans un premier temps, tous les subterfuges possibles sont utilisés pour maintenir en activité les écoles religieuses françaises et la clandestinité devient la réalité quotidienne de plusieurs milliers d'écoliers mexicains. Le soutien de la légation, qui avait d'abord pu apparaître comme un atout puisque pratiquement seules les congrégations françaises survivent encore à la fin des années 1920, se révèle bientôt être néfaste. Le Saint-Siège n'accepte pas, en effet, la mainmise de l'État français sur l'activité congréganiste au nom de la défense d'intérêts nationaux et commande aux communautés religieuses l'acceptation ses directives. Là encore, l'enjeu est bien le problème de la définition d'espaces propres à chaque instance alors que chacune revendique la légitimité de sa supériorité. Une fois sa ligne politique élaborée, le pape ne laisse plus aux congrégations d'autres choix que de s'y soumettre. La situation mexicaine est d'ailleurs lue depuis Rome à travers le prisme européen de montée en puissance des idéologies totalitaires, d'où la volonté de ne transiger sur aucun aspect de ce que l'Église considère comme relevant de son magistère. Le bilan de l'activité des congrégations françaises au Mexique semble alors a priori pessimiste. La plupart des établissements ont été fermé et ceux qui restent ouverts le sont au prix de nombreux sacrifices. Cette bataille gagnée par le gouvernement mexicain ne signe pas pour autant la fin de la guerre. Après la Seconde Guerre mondiale, les collèges français reprennent vigueur sous d'autres formes, signe que les bases de leur enseignement n'ont pas été complètement sapées par la Révolution et que les réseaux de soutien sont toujours présents. Par ailleurs, l'impact de l'expérience de la vie en clandestinité vécue par les élèves et les enseignants des collèges doivent être pris en considération pour mieux

comprendre les stratégies de réorganisation des réseaux conservateurs dans la période postérieure.

Au total, le Mexique ne représente pas la terre d'accueil escomptée par les congréganistes français en déroute après leur expatriation massive de France. Leur apostolat éducatif semble constamment remis en cause par un contexte politique défavorable. En France comme au Mexique, la laïcisation de la société par le biais de l'école représente bien l'enjeu principal d'États qui cherchent à s'émanciper du modèle catholique pour unifier la Nation sous leur propre égide. De plus, les complications de l'apostolat mexicain des congrégations françaises ne relève pas uniquement d'un problème trilatéral classique mettant aux prises l'État, la hiérarchie nationale et le Vatican mais prennent bientôt une dimension internationale à cause de la double filiation des religieux à la France et au Saint-Siège. Bien que l'intérêt pour le Mexique ait toujours été de second ordre pour les acteurs européens, la situation particulière des congrégations françaises cristallise des tensions jouant en faveur d'une compréhension géopolitique du conflit dont l'un des premiers objectifs est de ne pas perdre vue leurs intérêts dans la région.

Conclusion

Toutefois[5], l'analyse de la présence congréganiste enseignante française au Mexique entre 1840 et 1940 permet d'abord de retracer les évolutions d'un apostolat issu du mouvement missionnaire européen au service du renforcement des Églises latino-américaines après la proclamation des Indépendances. Un siècle plus tard, le contexte politique dans lequel s'insèrent les congrégations françaises a radicalement changé et la Seconde Guerre mondiale vient transformer les alliances dont bénéficiaient jusque-là les religieux. De plus, la progressive nationalisation du personnel congréganiste au cours de la période fait perdre progressivement à la France l'intérêt qu'elle portait à l'œuvre des communautés religieuses installées dans le territoire mexicain. Entre-temps, de part leur nature spécifique, les congrégations enseignantes françaises se trouvent au cœur des enjeux que représentent, en France comme au Mexique, la redéfinition des relations entre l'Église et l'État à un moment de remise en cause de la place de premier plan dont jouissait jusque-là l'institution catholique. Dans ce contexte, l'éducation joue un rôle central car elle sert les espoirs de chacune des deux instances de voir triompher le modèle de société qu'elle appelle de ses vœux. Plus largement, l'analyse de la conjoncture dans laquelle évoluent les congrégations françaises au Mexique repose le problème de la relation entre le religieux et le politique qui s'établit, comme le montre Aline Coutrot, sur des questions fondamentales portant sur l'intérêt du religieux et particulièrement du christianisme pour l'histoire du politique. Pendant toute la première moitié du XXe siècle, l'Église catholique se caractérise par sa capacité à poursuivre son œuvre de socialisation des individus en s'adaptant à la nouvelle donne des politiques de sécularisation. Cette attitude ne laisse pas les régimes politiques indifférents d'autant que nombre d'entre eux passent par un discours religieux pour imposer leur idéologie. Il semble donc qu'il y ait là une concurrence dont les crises éducatives en France comme au Mexique portent singulièrement la trace. En ce sens, l'objectif assigné par le Saint-Siège aux congrégations enseignantes semble bien d'adapter des stratégies de maintien pour contrer les attaques des gouvernements laïques. Enfin, les conflits que suscitent les congrégations françaises en tant qu'agents européens ne relèvent pas de la seule histoire diplomatique. Ils interrogent également la dimension sociale et culturelle de l'histoire religieuse des relations

[5] Extrait de la p. 390 de la thèse.

internationales en mettant l'accent sur les processus de diffusion et de transferts entre l'Europe et l'Amérique latine à une période de redéfinition des identités nationales.

J. Bonfils, Les sociétés de vie apostolique, identité et législation, éd. Du Cerf, 1990, p. 25.
A. Lanfrey,
, 1999.p. 85.
A. Lanfrey, ibid., p. 43.
P. Boutry, « Intransigeance et séparation, la contribution des catholiques intransigeants à la séparation des Églises et de l'État : lectures actuelles et inactuelles de la politique religieuse de la Révolution française. », dans P. Boutry, A. Encrevé, Vers la liberté religieuse : la séparation des Églises et de l'État, actes du colloque organisé à Créteil, les 4 et 5 février 2005, Bordeaux, Éditions Bière, 2006, pp. 95-127.
A. Lanfrey, op. cit., p. 172.
J. Bonfils, op. cit., p. 121.
Cl. Prudhomme, - , Histoire du christianisme, Paris, Cerf, 2004.

G. Jacquemet, G. Mathon, G.-H. Baudry et aii., Encyclopédie du catholicisme : hier, aujourd'hui, demain, Paris, Letouzey et Ané, 1948-2000, tome III, p. 1386.
F. Bouthillon, L'illégitimité de la République : considérations sur l'histoire politique de la France au XIXe siècle, 1851-1914,Paris, Plon, 2005, p. 121.
F. Mayeur, op.cit., p. 582.
D. Hervieu-Léger, « Le catholicisme comme culture », dans dans V. Zuber (dir.), op. cit., p. 89.
F. Bouthillon, op. cit., p. 133.
P. Cabanel, J.-D. Durand, aises, 1901-1914
-Moulin-Lyon III, 12-13 juin 2003, Paris, Éditions du Cerf, 2005.

Frères des Écoles Chrétiennes, Pères Maristes, Frères Maristes, Dames du Sacré-Coeurs, Soeurs de Notre-Dame de Marie, etc.